

L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : ENTRE LA LIBERTÉ, L'ESCLAVAGE ET LA FRIVOLITÉ

Il y a désormais quatre ans que l'Europe centrale et orientale a regagné sa liberté. Les événements déclenchés par la victoire électorale de Solidarité, la chute du mur de Berlin et la révolution de velours sont interprétés comme une émancipation, un retour de la liberté.

Mais cette partie de l'Europe, se réjouit-elle vraiment de la liberté? Le double sens de la question est évident dans la réponse la plus répandue : les changements survenus n'ont pas contribué à un retour complet de la liberté et c'est pour cela que les habitants de l'Europe centrale et orientale montrent moins de joie et de contentement que ce que l'on aurait pu attendre.

Une considération de la pertinence de cette réponse exige une entente, ne serait-ce que provisoire, sur le sens du mot « liberté ». Admettons provisoirement donc que n'est pas libre celui qui réalise des objectifs qui lui sont étrangers, imposés par quelqu'un d'autre. Dans une formulation positive nous dirons : l'acteur est libre lorsqu'il réalise des objectifs qu'il admet à titre personnel.

Les traces dans la mentalité

Demandons d'emblée si par rapport aux objectifs externes et imposés, l'émancipation est complète. Il ne peut y avoir de doute que les principaux facteurs responsables du maintien de la dictature pendant des décennies ont disparu : les partis communistes n'existent plus en Europe

centrale et orientale. L'appareil de répression, qui fut justement l'outil par lequel furent imposés les objectifs externes, n'est plus. Non plus que la façade de mensonge constituée par les nombreuses institutions soutenant les partis communistes et l'appareil militaire-policier. Disparus donc les unions d'amitié fraternelle avec le peuple soviétique, les partis alliés, les organisations des « catholiques progressifs », liées au parti des organisations de jeunesse. L'appareil de propagande constitué à partir de ces éléments a été démantelé.

Cependant, chacune de ces constatations doit être traitée avec réserve. Car en effet, selon le pays, chacune d'elles s'avance trop loin. Il n'y a plus, il est vrai, de partis communistes, mais il y a des partis qui se réclament de l'héritage du parti communiste; les armées populaires n'existent plus, mais certains généraux qui servaient dans ces armées sont toujours en place. De même, il existe des traces institutionnelles et des restes de la façade de mensonge des partis alliés et de l'appareil de propagande.

La vie de ces pays est marquée par d'autres traces de ces objectifs dictés. Il existe par exemple des industries destinées à répondre aux besoins de l'« exportation de la révolution ». Cela signifie qu'il y a aussi des groupes importants dont les intérêts vitaux sont liés à ces complexes industriels. L'industrie slovaque est avant tout une industrie d'armement. Cracovie est toujours envahie par des tonnes de pollution produite par la fonderie d'acier érigée pour soutenir l'industrie soviétique d'armement. Et c'est une maigre consolation pour une ville confrontée à de graves problèmes écologiques que la fonderie « Lénine » soit rebaptisée Sendzimir, du nom d'un ingénieur polonais travaillant aux États-Unis.

Il se peut que les traces les plus importantes laissées par cette structure d'objectifs imposés soient celles restées dans l'esprit des gens, dans leur mentalité. Même un observateur peu averti et attentif de la vie politique et sociale ne peut pas ne pas le remarquer dans les façons de penser et de parler, dans les méthodes de gestion politique, dans les habitudes des fonctionnaires d'État. Et malgré le caractère par trop simpliste de la thèse selon laquelle dans les pays post-communistes, il n'existe que des *homines sovietici*, il faut cependant reconnaître que la portée de cette soviétisation des esprits est considérable. Quiconque se rendait compte de la situation prévalant dans ces pays a dû participer à un certain degré dans la structure de mensonge. Cela concerne non seulement les membres du parti, mais aussi des millions de gens « ordinaires ». Le soldat qui a prêté serment de défendre le socialisme dans son pays et ailleurs, le parent qui a envoyé son enfant à l'école où celui-ci a rencontré le mensonge programmé, le prêtre qui a participé au dialogue avec les marxistes avec des sentiments mitigés : tous avaient accepté certaines concessions qui continuent aujourd'hui encore de priver bon nombre de gens d'une vision claire et d'une pensée autonome. Ceci explique pourquoi il est si difficile d'évaluer le cas apparemment évident du colonel de l'Armée populaire polonaise qui, grâce à sa collaboration avec les services d'intelligence américains a probablement sauvé à deux reprises des Polonais, parmi eux Wojciech Jaruzelski, d'un secours « fraternel » armé, d'une intervention militaire de l'Union soviétique. Cet homme attend toujours la sentence de mort pour trahison, prononcée par un tribunal communiste, alors que l'ancien chef suprême interrogé à ce propos prévoit tout au plus la possibilité d'annuler cette peine pour des raisons humanitaires.

Une espèce particulièrement enracinée de ces traces dans la mentalité se compose des valeurs et des fins que les communistes n'ont pas tant propagées que renforcées comme éléments de leur doctrine (souvent d'une manière perfide), comme des outils appropriés à la réalisation de leurs intentions. Citons à titre d'exemple les attitudes impérialistes des Russes et des Serbes, ou bien la xénophobie si souvent rencontrée dont on ne peut guère s'étonner dans un monde où il y a encore peu, la frontière étatique était presque un fétiche.

Résumons donc : on n'a pas réussi à se libérer entièrement des objectifs imposés. Nul doute que leurs traces continueront encore longtemps d'empoisonner la joie de la liberté en train d'être regagnée et non déjà acquise.

Formulation positive des conditions minimales de la liberté

Nous avons convenu qu'il peut être question de liberté là où le sujet réalise ses propres objectifs reconnus par lui en tant que tels. Or ce sentiment d'une liberté incomplète qui semble, non sans raison (nous en avons repéré une) opprimer l'Europe centrale et orientale est lié à une crise d'identité des sujets à différents niveaux. Commençons par le plus important : celui des États et des nations. Après la guerre, un des traits les plus essentiels de l'ordre politique communiste en Europe centrale et orientale fut son caractère artificiel. C'est précisément cette nature artificielle, visible dans la façon par laquelle ont été fixées des frontières entre des nations et des États, qui obligea les communistes à entreprendre toutes sortes d'efforts économiques, militaires et de propagande destinés à soutenir et à légitimer cet ordre. À présent, celui-ci s'écroule : la place des sujets définis « artificiellement » est occupée par d'autres sujets qui, historiquement, sont plus légitimes et « naturels ». Malheureusement, l'écroulement de l'ancien régime ne se fait pas sans victimes, cette fois-ci non plus.

Des événements de portée internationale ont eu et ont des correspondances à l'échelle locale. Le communisme avait également imposé son propre ordre artificiel à l'intérieur de chaque société et de chaque nation individuelles. Des sections entières de la société ont été liquidées, tout comme des milieux plus restreints, des groupes de rencontres, des institutions sociales de types différents. Des « propriétaires fonciers » furent liquidés, des « rédactions », la « petite noblesse », mais aussi l'Académie polonaise des sciences ; des frontières de quartiers dans les villes furent modifiées, celles aussi de régions très importantes. Un nouveau paysage social a vu le jour, occupé par des « sujets » dont l'artificialité s'est souvent traduite par une paresse caractéristique.

Ainsi la carte sociale et politique de l'Europe orientale rappelle un palimpseste. Des recherches s'imposent pour déterminer où l'ancien texte est à restaurer, où en raison des diverses exigences le texte postérieur est à préserver (l'exemple de l'ex-Yougoslavie montre que l'idée d'une révision des frontières peut mener rapidement aux folies militaires), où enfin il faut rédiger

un nouveau texte. Ces tentatives, qu'elles soient de grande ou de petite échelle, s'effondrent, et cela dans un rythme inhabituel. C'est ce rythme qui provoque le fait que les États et les nations, les groupes sociaux particuliers et les milieux, les institutions et les individus subissent une crise d'identité; ils sont incapables de préciser adéquatement ce qu'ils sont ou quelles sont les relations qui les lient à d'autres sujets, tous participants du jeu social et politique.

Les façons de faire face à cette crise d'identité sont multiples. Les plus nombreuses manifestent pourtant une caractéristique commune : une condition fébrile. On cherche en toute hâte de nouvelles « preuves d'identité ». Les uns les cherchent loin dans l'espace, par exemple en Europe, alors que d'autres, loin dans le temps : dans le passé social et national propre. D'autres encore, (je pense notamment à certains jeunes écrivains regroupés autour d'un périodique cracovien) réagissent par un manque total de confiance envers le monde extérieur tout entier et par un retrait dans les limites des seules frontières sûres de l'individu particulier.

Rappelons : en Europe, une des causes du sentiment naissant d'une liberté incomplète est la crise d'identité des sujets à une échelle différente, en commençant par les États qui, comme la Pologne, n'ont pas encore réussi à se doter d'une constitution déterminant leur ordre social, allant jusqu'aux individus qui se contentent parfois de signes d'identification les plus simples.

Récuser les objectifs imposés au nom de l'identité du sujet formé, cela est encore trop peu pour parler de la liberté. Nous avons dit : l'acteur libre réalise ses propres objectifs reconnus en tant que tels par lui. Satisfaire à cette condition générale de la liberté exige la satisfaction de toute une série de conditions plus spécifiques. L'acteur doit tout d'abord connaître ses objectifs et témoigner d'une certaine orientation parmi des valeurs qui les fondent. Il doit disposer d'une certaine quantité d'expériences et de résolutions axiologiques. Celui qui connaît ses objectifs sait les ordonner hiérarchiquement. Il sait être constant et continu envers ses objectifs et l'ordre qu'il leur a attribué. Il n'abandonne pas ses objectifs à tout moment pour n'importe quelle raison, ne s'amuse pas avec eux, ne s'enflamme pas comme une paille et évite de s'épater lui-même et les autres par des révisions soudaines et fréquentes de ses intentions. En somme, un tel acteur ne se permet pas de frivolité axiologique. Quiconque connaît vraiment ses objectifs et les valeurs les soutenant est également conséquent dans ce sens qu'il n'essaie pas d'accommoder l'eau au feu, il ne s'oriente pas d'après des souhaits intrinsèquement contradictoires.

De telles conditions de liberté sont-elles satisfaites en Europe centrale et orientale? Les habitants de cette région savent-ils réellement ce que sont leurs objectifs? La réponse à ces questions ne peut être que négative, et cela pour plusieurs raisons.

Il est de toute évidence que, comme partout ailleurs, l'effondrement du communisme, même s'il fut souhaité, a surpris l'Europe orientale et centrale. Cela signifie que même dans les pays où fut active une élite oppositionnelle importante, diversifiée et organisée, il manqua en effet des réflexions et des discussions au sujet de ce qu'il fallait faire après la chute du communisme. L'énergie disponible a été absorbée dans les efforts destinés à provoquer cette chute. Cependant, ces efforts furent inspirés par une foi trop faible; peu nombreux furent ceux qui croyaient que la lutte contre le communisme l'emporterait encore du vivant de la génération

actuelle. Cette absence de foi persista même lorsque le succès était à portée de la main. Une affirmation de Tadeusz Mazowiecki a une signification véritablement symbolique. Déjà, après la victoire électorale de Solidarité, il avait mis en garde, comme rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Solidarnosc*, contre la prise du pouvoir par le mouvement. Il compara Solidarité à une vierge, sans expérience suffisante. Quelques semaines plus tard, il cessa d'être le rédacteur du journal syndical pour devenir le premier chef d'un gouvernement non-communiste en Europe centrale et orientale.

Ce manque de préparation de la « classe politique » à son rôle est visible sur plusieurs plans. Toutefois ce qui se fera sentir péniblement à l'avenir dans cette région, c'est l'incapacité de dresser des objectifs principaux et des analyses visionnaires. C'est cela qui mène aux brusques changements des programmes politiques et à la circonstance qu'un seul et même gouvernement entend en même temps la réalisation de programmes opposés, voire contradictoires.

L'autre face de l'insuffisance de la pensée programmatique, c'est son excès apparent. Faute d'une précision de ses propres objectifs, on se contente des détails organisationnels tout en constituant des nouveaux groupements politiques et parlementaires. De tels groupements peuvent faire croire à une grande diversité de la pensée politique. Aussitôt qu'il devient clair qu'en fait toute coalition est possible, l'observateur externe doit commencer à soupçonner que les changements politiques ne sont guère le signe de la richesse, mais plutôt de la pauvreté de la pensée politique.

Un homme d'affaires digne de ce nom doit savoir créer un plan d'affaires. Des firmes de consulting sont appelées à expliquer ce talent. À l'heure actuelle, il y a une grande demande de leurs services. En Europe centrale et orientale, aujourd'hui un grand besoin de modèles politiques analogues aux plans d'affaires se fait sentir. Ce qui est à regretter, c'est l'absence de firmes aptes à fournir cette instruction.

Nous soulignons : l'acteur libre doit connaître et accepter ses propres objectifs. Pourquoi insister là-dessus ? Parce que l'expérience de la vie dans un système politique répressif démontre qu'il ne suffit pas de connaître en quelque sorte théoriquement ses objectifs et ses valeurs ; il faut réellement souhaiter leur réalisation afin d'être un homme libre. Apparemment, une situation d'asservissement politique produit toujours le même effet : une apathie axiologique. Bien sûr, on se dit : je sais ce que j'estime et quels sont mes propres objectifs, mais la réalité environnante est si loin de mes idéaux, elle les contredit si affreusement qu'il serait absurde de vouloir les réaliser. Donc je m'embourbe dans cette réalité comme dans une boue dégoûtante et je ne lèverai pas un doigt pour la changer. *Les Noces* de Wyspianski se terminent par la danse des endormis. Ryszard Kapuscinski se souvient, dans un reportage sur la Russie actuelle, d'une pause imprévue pendant un vol à Vorkuta : « *Marchant dans la neige nous sommes parvenus à l'aérogare. À l'intérieur, il faisait chaud et on s'étouffait dans la foule. Pas question de trouver un coin de banc libre. Tous sont pleins de gens endormis, dormant si profondément et paisiblement, voire même, j'allais dire, si définitivement, comme s'ils s'étaient déjà libérés de tout espoir qu'un beau jour ils quitteraient cet endroit. [...]* »

Nous nous sommes trompés et c'est tout.

Nous nous sommes trompés et nous voilà.

Je portais une fourrure (notre destination était le cercle polaire); alors dans cette bousculade et cette salle surchauffée et jamais aérée, la sueur commençait à couler. [...] Cependant, ce n'étaient pas la chaleur étouffante et la sueur qui furent le pire. Le pire fut que je ne savais pas à quoi on s'attendait. Combien de temps fallait-il rester debout ici, à Syktyvkar? Encore une heure, un jour, le reste de ma vie? Mais enfin, pourquoi suis-je là, debout? Pourquoi n'avons nous pas volé jusqu'à Vorkuta? Allons-nous un jour y voler? Quand? [...]

J'ai jeté un coup d'œil sur mes voisins.

Ils étaient là, debout, le regard fixe. Comme ça : debout, regards fixes, sans bouger. Aucun signe d'impatience. Aucune agitation, colère, inquiétude. Surtout ils ne demandaient rien, rien et personne. »

La logique traditionnelle connaît la distinction entre un jugement uniquement pensé et un jugement affirmé, c'est-à-dire un jugement dont le sens est reconnu sans appel à sa vérité et un jugement que nous posons délibérément comme vrai ou faux. En résumant, nous pourrions dire *per analogiam* que le système des valeurs et des objectifs de l'acteur libre est un système posé. Le sujet s'engage à sa réalisation et ne se permet pas de temporiser, ce qui serait, par nature, une stratégie d'asservissement.

Outre l'apathie axiologique et la stratégie de s'accommoder à la menace qui ne disparaît pas, il existe un conservatisme paradoxal : une attitude qui est fréquemment assez active et qui résulte d'une crainte devant des changements trop radicaux, devant un avenir par trop incertain. Aujourd'hui déjà, cette attitude incite beaucoup de gens à soutenir ce qui reste des structures nées de la « révolution socialiste », non parce que ces structures sont bonnes, rationnelles ou efficaces, mais parce qu'elles sont bien connues, prévisibles et calculables. Elles rendent une existence possible. Que cette qualité puisse être du type « n'importe quoi plutôt que rien », ne gêne pas outre mesure, car il s'est avéré que tout pourrait être pire.

La sélection des moyens

Nous avons convenu qu'est libre celui qui réalise ses objectifs. Quelles doivent être les conditions à remplir pour pouvoir dire que le sujet réalise réellement ses objectifs? En premier lieu, cela exige la capacité de sélectionner les moyens menant aux fins choisies; ce qui est nécessaire, c'est un savoir objectif approprié.

Que la satisfaction de cette condition se heurte à des difficultés particulières en Europe orientale et centrale se fait remarquer, du moins dans certaines situations, dans le langage. Et cela, parmi les mots les plus souvent employés : professionnalisme et professionnel, spécialiste et expert, *know how* et école de commerce, *manager* et *joint venture*. L'emploi de ces expressions

trahit d'une part, la conscience d'une compétence inadéquate et d'autre part, un espoir de secours de l'Occident. Il y a certes un afflux d'aide qui est parfois à l'origine d'entreprises d'utilité générale. Cependant, l'histoire des contacts déjà établis avec des experts occidentaux n'est pas indemne de toute erreur, de déceptions, de malentendus, de tentatives d'affirmer une supériorité au nom d'un savoir et d'une position de celui qui est plus fort.

En attendant que le problème de l'absence d'experts se résolve sur le chemin naturel du passage des générations, il est essentiel de se confier aux services des experts d'une autre provenance, des experts du parti. À cet égard, les pays particuliers diffèrent considérablement. Il se trouve néanmoins que de tels services sont d'une réelle importance. Un exemple est fourni par Ryszard Kapuscinski dans son reportage sur la Russie : *« Nous avons déclaré une grève, et alors ? Ce qui sauta aux yeux dès le début fut l'absence de leaders. Ceux qui cherchèrent à diriger cette masse ne manquèrent pas. Kozlov ! Que Kozlov mène ! Kozlov ramasse des opinions, tourne en rond, chancelle. [...] Suivons alors Pietrov ! Mais Pietrov hésite. [...] Enfin une solution se précise. Et bien sûr elle est évidente. Bien évidemment, c'est la direction qui se présente. Quelques directeurs pénètrent dans la salle [...], ils sourient ironiquement comme s'ils voulaient dire, vous voyez, « allez vous-en », dites vous, mais sans nous, vous n'êtes pas à même de faire un pas. Ce flou de mots est inutile ; c'est les directeurs qui ont raison. Nulle part ailleurs, on ne voit si bien la division de la société entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. »*

Cette insuffisance de l'expertise se remarque dans tous les domaines de la société post-communiste : il manque de diplomates et de ministres bien préparés, tout comme il manque de comptables, d'enseignants des langues étrangères, et même de mécaniciens formés. Il semble, cependant, qu'une façon d'améliorer cette situation soit celle de faire appel à l'émigration, du moins dans les pays tels que la Pologne ou l'Ukraine qui « possèdent » une émigration importante.

Un savoir sur les moyens appropriés aux fins choisies n'a pas de sens s'il ne fournit pas ces moyens. Ceux-ci doivent pouvoir être réellement appliqués, ce qui présuppose la satisfaction de certaines conditions aussi bien du côté de l'acteur que du côté du milieu dans lequel il agit. L'acteur doit démontrer une efficacité réelle, une capacité de surmonter des obstacles ainsi qu'une consistance dans son activité. Le milieu doit permettre des tentatives de réalisation. La résistance de la « matière » ne peut être trop importante et l'équilibre des forces ne doit pas être préjudiciable pour le sujet.

Le fait qu'il soit difficile aussi de satisfaire à ces conditions n'a pas besoin d'être démontré. Quelques exemples suffiront. Il n'y a pas de structures institutionnelles, par exemple d'institutions bancaires, ni d'appareil administratif exécutif efficace ; les moyens financiers (la dette « héritée ») font défaut ; l'infrastructure communicationnelle est inexistante, etc.

Résumons : le sentiment d'une liberté incomplète en Europe centrale et orientale résulte de son incapacité à s'émanciper pleinement des objectifs imposés antérieurement, de sa crise d'identité vécue sur plusieurs plans, de l'incertitude quant à ses propres fins et à sa volonté de les réaliser, de l'absence de compétence et de moyens de réaliser des fins choisies.

Ce résumé montre avec évidence le caractère schématique de nos propos. Pourtant il est délibéré. Dans le fond, il ne s'agissait que d'esquisser un schème multidimensionnel qui pourrait se concrétiser par des informations plus exactes. Seule une telle concrétisation pourra montrer combien importantes sont les différences, par rapport aux dimensions particulières, parmi des pays de cette région.

Outre le caractère schématique, deux objections sont encore à prévoir. Même une liberté définie par ces conditions modestes demeure un idéal inatteignable. Personne, aucun acteur, n'est alors véritablement libre à la lumière de cette définition. Nul n'est certain en fin de compte de son identité, il n'y a jamais de reconnaissance concluante des fins propres, ni de capacité à sélectionner des moyens appropriés et de poursuivre une activité de réalisation conséquente. On ne peut que constater tout cela. Pourtant ce qui est essentiel, c'est la distance qui nous sépare non pas tant de l'idéal que de son approximation historique possible; essentielles aussi sont les différences de cette distance, les causes de sa continuation. Les facteurs pertinents sont tous sensibles au contexte. Et c'est pour cela que le cas considéré ici de l'Europe orientale et centrale « quatre ans plus tard » se distingue de certaines caractéristiques spécifiques.

De même, personne ne peut se réclamer d'une liberté complète; elle n'est pas donnée non plus à l'Europe occidentale (ni au reste du monde dit « libre »). Elle aussi doit réfléchir aux fins à longue portée, tout comme elle doit s'émanciper des fins imposées: personne n'oblige (y compris les créateurs des accords de Maastricht) à tracer les frontières de l'Europe à l'Oder. L'Europe a, elle aussi, des difficultés avec son identité; l'expression « crise d'identité » se fait entendre au moins aussi souvent là-bas qu'ici.

Quatre ans plus tard, la liberté est toujours une tâche devant l'Europe toute entière.

Traduit du polonais par Edward M. Swiderski